



Assemblée générale

Distr. générale
10 septembre 2014
Français
Original : espagnol

Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement Apia, 1^{er}-4 septembre 2014

Lettre datée du 4 septembre 2014, adressée au Président de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement par le représentant de l'Argentine à la Conférence

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la liste officielle des participants à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, figurant dans le document A/CONF.223/INF/2. En particulier, je voudrais me référer à la liste de délégués présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

À cet égard, le Gouvernement argentin conteste que, dans la liste officielle des participants à la Conférence, des membres de la délégation britannique soient présentés comme faisant partie du gouvernement illégitime des îles Malvinas.

La République argentine rappelle que les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes qui les entourent font partie intégrante du territoire national argentin et qu'étant illégitimement occupés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ils font l'objet d'une querelle de souveraineté entre les deux pays, dont l'ONU a pris acte.

C'est ainsi notamment que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25, dans lesquelles elle reconnaît l'existence de la querelle de souveraineté désignée comme la « Question des îles Falkland (Malvinas) » et demande instamment à la République argentine et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de reprendre les négociations afin de trouver dès que possible une solution pacifique, juste et durable à leur différend. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a, pour sa part, adopté une trentaine de résolutions sur la question, plus récemment le 26 juin 2014.



Le Gouvernement argentin vous serait obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de la Conférence.

L'Ambassadeur,
Chef de la délégation de l'Argentine
(Signé) Fernando **Escalona**
